



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 07/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIBELCO

ZI Neuilly
88170 Châtenois

Références : S-25-1460RP
Code AIOT : 0006202147

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement SIBELCO implanté ZI Neuilly 88170 Châtenois. L'inspection a été annoncée le 07/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO
- ZI Neuilly 88170 Châtenois
- Code AIOT : 0006202147
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est autorisé par arrêté préfectoral n° 2586/2000 du 15 septembre 2000 notamment pour des activités de triage et broyage de bois et de verre sur le territoire de la commune de CHATENOIS.

Depuis, l'exploitant a abandonné le traitement du bois et ne traite plus que le verre.

Thème de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation – Articles 18 & 19.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 13/10/2014, article 2	Sans objet
2	quantité de déchets	Arrêté Préfectoral du 13/10/2014, article 5	Sans objet
4	risque incendie - prévention	Arrêté Préfectoral du 15/09/2000, article 9.4.3. partiel	Sans objet
5	Risque incendie formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 15/09/2000, article 9.5. partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté l'ensemble des documents demandés. Seul un complément d'étude concernant le risque foudre est à fournir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2014, article 2
Thème(s) : Situation administrative, classement
Prescription contrôlée : Vérification des rubriques de l'art 2 de l'AP n° 2360/2014 du 13 10 2014
Constats : Le dernier arrêté date du 13 octobre 2014 (arrêté préfectoral n° 2360/2014). Depuis, l'exploitant a cessé de traiter ou faire transiter du bois sur le site. Dès lors, les rubriques 2714.1 et 1532.2 ne sont plus en activité sur le site.

<p>L'exploitant informe l'inspection de sa volonté d'augmenter le volume correspondant à la rubrique 2791.1 d'installation de broyage et de tri de verre actuellement autorisée pour 76,6 t/jour.</p> <p>Il devra transmettre à l'inspection un rapport à connaissance conformément aux dispositions de l'article R 181-46-II du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : quantité de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 5 : - Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site</p> <p>A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau :</p> <p>.../...</p> <p>L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks des déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose effectivement d'un registre des déchets que l'inspectrice peut voir lors de la visite. Celui-ci contient les informations demandées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Risque foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation – Articles 18 & 19.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, foudre - incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Protection contre la foudre : Art 18</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>

<p>Art 19</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser une analyse du risque foudre conformément à l'article 18 de l'Arrêté Ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation , datant de 2018.</p> <p>Celle-ci n'est pas conclusive.</p> <p>L'exploitant doit disposer d'une étude technique conformément à l'article 19 de l'Arrêté Ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</p> <p>Celle-ci devra être commandée sous 3 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer d'une étude technique. Celle-ci devra être commandée sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : risque incendie - prévention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2000, article 9.4.3. partiel</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.4.3. (partiel)</p> <p>Prévention des incendies - Consignes :</p> <p>« [...] </p> <p><i>Des consignes précisent la conduite à tenir en cas d'incendie. Elles sont rédigées de manière compréhensible pour tout le personnel afin que les agents désignés soient aptes à prendre les dispositions nécessaires.</i></p> <p><i>Les consignes comportent notamment :</i></p> <p><i>Les moyens d'alerte, - le numéro d'appel des pompiers, Les moyens d'extinction à utiliser.</i></p> <p><i>Ces consignes sont affichées à proximité de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.</i></p>

[...] ».
Constats : Des consignes existent sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Elles sont rédigées de manière compréhensible pour tout le personnel. Elles comportent les moyens d'alerte, le numéro d'appel des pompiers, les moyens d'extinction à utiliser. Elles sont affichées dans une zone de passage très fréquentée par le personnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Risque incendie formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2000, article 9.5. partiel
Thème(s) : Risques accidentels, formation du personnel
Prescription contrôlée : Article 9.5. (partiel) Formation du personnel : « [...] <p><i>Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles en cas de fonctionnement anormal de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes.</i></p> <p><i>Cette formation doit notamment comporter :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ; - des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité. [...] ».
Constats : La dernière formation du personnel concernant la manipulation des extincteurs date de 06/09/2022. La prochaine est prévue le 05/12/2025. Deux exercices de rassemblement par an sont organisés. L'exploitant organise des "causeries" sécurité mensuelles qui sont consignées dans un registre. L'exploitant organise une journée sécurité annuelle.
Type de suites proposées : Sans suite